

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 octobre 2024

Pour télécharger facilement et rapidement des vidéos.

Téléchargeur Vidéo Rapide et Facile - SaveFrom.net

<https://fr.savefrom.net/348/>

Une suggestion :

David Gilmour (Pink Floyd) - Live at the Royal Albert Hall 2006 Full Concert

<https://www.youtube.com/watch?v=PbtJi1-v8h8>

Qu'est-ce que l'Union des associations internationales (UIA) ?

L'UIA est l'un des principaux fournisseurs d'informations sur les organisations internationales à but non lucratif.

LUIA est une base de données mondiale de la société civile (ONG) qui a répertorié plus de 72 500 profils d'organisation, des informations supplémentaires dans les profils, des fonctions de recherche sophistiquées et l'exportation de données. Mais ces données sont payantes, or je n'ai pas les moyens de m'offrir ce service pour mieux vous informer, si nous avions une organisation on pourrait pallier à cet inconvénient, tant pis.

Source : <https://uia.org/s/or/en/1100016173>

De la philosophie de la nature.

A propos des inondations en Espagne et ailleurs.

Avec une pensée fraternelle pour le peuple espagnol.

Ah ben voilà que la mousson est aussi arrivée en Espagne après un petit tour par l'Europe centrale !

La météo qui intervient sur le court terme est imprévisible, et le climat qui intervient sur le long terme n'a rien à voir là-dedans. L'un et l'autre sont tout sauf stables depuis 4,5 milliards d'années.

Quand on dit qu'on est encore à la préhistoire de la civilisation humaine ou que jusqu'à présent les hommes ont fait leur histoire inconsciemment, on ne croyait pas si bien dire. Ils sont vulnérables aux moindres aléas météorologiques, que les autorités s'empressent de dénaturer en catastrophes climatiques, une grotesque manipulation des consciences animée par de sordides considérations économiques et politiques

Ici aussi, au Tamil Nadu, il pleut ce matin. En principe la mousson commence au mois d'octobre, sauf que cette année elle était en avance de... 4 mois ! On a eu de la flotte pendant 4 mois, du jamais vu en 30 ans ou plus. Notez que personne ne s'en plaint ici, on fait avec, et puis c'est bon pour les cultures, sauf au moment de la moisson, évidemment, c'est ce qui est le plus à craindre.

L'urbanisation à outrance ou anarchique devait se payer un jour ou l'autre, et ce n'est peut-être qu'un début, qui sait ? A force de bétonner et bitumer à tout va, de construire des habitations en zones inondables, de construire des barrages, de bétonner les rives des rivières ou fleuves, d'ignorer que là où il y a un ruisseau aujourd'hui, hier ou autrefois il y avait une rivière, bref, à force de malmenager la nature et croire qu'on peut faire n'importe quoi et en contrôler les conséquences, quand ils ne les ignorent pas, de véritables catastrophes peuvent survenir dont les autorités sont responsables en grande partie.

Donnons la parole à des spécialistes.

DES HYDROSYSTEMES SOUS CONTRÔLE ANTHROPIQUE

Depuis le Néolithique, que ce soit aux échelles des bassins versants (défrichements, gestion forestière, agriculture, etc.), des lits majeurs (irrigation, protection contre les crues, etc.) ou des lits mineurs (stabilisation des berges), la dynamique des systèmes fluviaux est contrôlée par la société à des degrés divers (voir par exemple Bravard et Salvador, 2009). Les hydrosystèmes d'Europe peuvent ainsi être considérés comme des « *anthroposystèmes* », les composantes humaines et naturelles interagissant et co-évoluant depuis des siècles voire des millénaires, selon des modalités et des rythmes variés, souvent complexes, et dans des spatialités diverses (voir par exemple Gunnell, 2009). Néanmoins, la pression anthropique sur les hydrosystèmes n'a cessé de croître (cf. supra), avec des endiguements, des stabilisations de berges, des rectifications, des constructions de retenues, des extractions de granulats dans les lits mineurs et majeurs, des canalisations et chenalisation, des changements d'occupation du sol (dont l'imperméabilisation due à l'étalement urbain), et des pratiques culturelles (voir par exemple United Nations, 2007).

Si l'on considère, comme l'énoncent Tricart et Kilian (1979), qu'un « ... *aménagement consiste à infléchir ou à remplacer par une autre une dynamique existante* », on constate que la plupart des aménagements hydrauliques ont largement modifié les dynamiques hydromorphologiques et écologiques des hydrosystèmes, ainsi que leurs fonctions écologiques et les services rendus à la société. Parmi les impacts, citons la contraction des zones inondables, l'accélération des ondes de crue, l'incision des lits et l'enfoncement corrélatif des niveaux piézométriques, l'augmentation de l'aléa inondation en aval des zones aménagées et/ou incisées, la stabilisation des formes fluviales, la pollution des eaux, le non renouvellement et donc le vieillissement des successions écologiques, l'altération de la biodiversité, etc. (Voir par exemple Piégay et Stroffek, 2000). L'ampleur des impacts anthropiques amène à considérer que les milieux fluviaux sont parmi les écosystèmes les plus dégradés au monde, notamment dans les pays industrialisés et/ou fortement peuplés (Rapport et al., 1998)

https://www.researchgate.net/publication/280858173_Maitriser_les_evolutionns_du_lit_des_cours_d_eau_incision_atterrissement_et_mieux_gerer_les_formes_fluviales

Welcome to the jungle

J-C - En voilà qui ne regretteront pas d'être partis prématurément. Quant à ceux qui restent, ils paieront la note à leur place, il faut bien que quelqu'un paie ! Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme.

Et dire qu'il y en a qui ont trouvé le moyen de créer un « collectif » pour se livrer à ce décompte macabre.

"Un triste record" : au moins 735 personnes sans domicile fixe sont mortes en 2023 - francetvinfo.fr 30 octobre 2024

Au moins 735 personnes sans abri sont mortes en 2023, annonce le collectif *Les Morts de la rue*, mercredi 30 octobre, dans son 12e rapport annuel de recensement de la mortalité des SDF. L'association, soutenue par le gouvernement, évoque "un triste record" après un chiffre déjà inédit de 638 décès comptabilisés en 2022. "Cette augmentation par rapport aux années précédentes pourrait être le reflet à la fois d'une détérioration des conditions de vie pour ces populations, mais aussi d'une amélioration du recensement", souligne-t-elle.

Il met en lumière "un âge moyen de décès de seulement 48,8 ans" contre 79,9 ans dans la population générale.

Ces décès sont "occultés, parfois oubliés", alors même que le nombre estimé de personnes vivant sans domicile fixe a doublé en une décennie, atteignant 330 000 hommes et femmes, déplore le collectif *Les Morts de la rue*. Un tel rapport vise donc à les "rendre visibles". Il n'offre toutefois qu'"une vision partielle de cette sombre réalité, car de nombreux décès attribuables au sans-abrisme nous échappent". "Le nombre réel de décès des personnes sans abri et sans logement personnel pourrait être six fois plus important", estime le collectif sur la base d'une étude publiée en 2015.

France. Une autre «sombre réalité».

Prisons: 79.631 détenus en France au 1er octobre, nouveau record - AFP

Commentaires publiés par le blog *Le Grand Soir*.

- C'est désagréable de devoir encore rédiger un commentaire désobligeant, c'est gênant à la fin.
- N'eût-il pas été plus sérieux de...
- Une fois de plus, nous assistons à un manque criant d'esprit critique de la part de la presse.
- Comment est-ce possible...

- Comment se fait-il que...

Quelle naïveté ou ignorance ! Car enfin, sachant qu'ils cautionnent le nazisme et le fascisme, à quoi devons-nous nous attendre d'autre de la part de l'UE ?

Maria Corina Machado et Edmundo Gonzalez Urrutia sont des agents de la NED/CIA, des fascistes, ils les encensent et les récompensent, c'est dans l'ordre des choses.

A quoi voulez-vous en venir ? Ne serait-ce pas véhiculer de dangereuses illusions dans l'UE et les médias mainstream ?

A quoi cela rythme-t-il ? Le partage des idées c'est formidable, mais quand cela prend des allures suicidaires, d'assassinats ou d'euthanasies, c'est plus que malsain, c'est nuisible. L'encourager ou ne pas le dénoncer serait s'en rendre complice.

- A François Gérard

Je vous rassure, vous avez raison, tout le monde ou presque ignore que le fascisme ou le nazisme n'ont jamais disparu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. On en veut pour preuve Franco et Salazar, Pinochet et Videla, Duvalier et ses "*Tontons Macoutes*", notamment, plus près de nous, les régimes nazis ukrainiens et sionistes.

Personnellement, bien que j'aie milité dans un courant trotskyste à la fin des années 70 je l'ignorais totalement jusqu'à une date relativement récente. Je l'ai découvert par hasard, il y a une dizaine d'années ou un peu moins en tombant sur des articles du Réseau Voltaire entre autres. J'ai appris qu'un certain nombre de nazis avaient été récupérés et recyclés par les Américains et les sionistes, mais aussi en Allemagne et d'autres pays occidentaux. Des nazis furent recrutés ou instrumentalisés dans le cadre du réseau Gladio ou Stand-Behind et sévirent dans toute l'Europe occidentale, attentats, assassinats, etc. Comment les Américains avaient entretenu des relations secrètes avec l'état majeur du régime nazi. Comment ils financèrent la montée du parti nazi de Hitler. Comment ils continuèrent avec le Canada à lui fournir des matières premières pendant cette guerre.

Tout ce que j'avance ici est largement illustré sur le Net, il suffit de chercher un peu pour trouver tous les éléments qui le prouvent. Continuons.

Ce sont d'ex-nazis qui participèrent à la fondation de l'UE. Toutes les monarchies du nord de l'Europe fricotèrent plus ou moins ouvertement avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'y avait-il d'étonnant à ce que la première réunion du groupe Bilderberg dirigé par D. Rockefeller ait eu lieu sous les auspices de la monarchie des Pays-Bas en 1954, et que jusqu'à ce jour, elle a participé sans interruption à toutes les réunions annuelles de cette institution contrôlée par l'oligarchie anglo-saxonne, on peut ajouter sioniste sans craindre d'être accusé d'antisémitisme avec le génocide actuelle des Palestiniens commandité par cette même oligarchie. L'alliance objective et la fascination de la monarchie et de la finance pour le fascisme et le nazisme ne s'est jamais démentie jusqu'à nos jours, là aussi vous avez le droit d'ajouter le sionisme. Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent au premier plan politique depuis quelque temps déjà.

J'ignorais tout cela, je n'avais jamais entendu parler non plus de Bilderberg, de la Trilatérale et du CFR, etc. cela ne faisait pas partie de la formation des militants, aussi incroyable que cela puisse

paraître, alors le citoyen lambda, imaginez un peu, n'en parlons pas, il n'y est pour rien, ne lui en voulez pas.

Ne parlons pas non plus des manuels scolaires ou universitaires, qui firent l'impasse sur tout ce que je viens de rappeler. Sur les liens qu'entretenaient les gaullistes avec d'ex-pétinismes ou collaborateurs des nazis dès 1944-45, puis avec l'extrême droite, censure, pour ne pas être accusé de parti pris ajoutez les sociaux-démocrates qui votèrent les pleins pouvoirs à Laval. Plus fort encore, un demi-siècle plus tard, comme quoi c'est bien une constante, en 2011 un ex-militant d'Occident et fondateur du GUD ayant rejoint l'UMP, Gérard Longuet, était nommé ministre de la Défense par Sarkozy, un ex-ministre de l'Intérieur ou un flic devenu président, cela aurait dû faire froid dans le dos, eh bien pas du tout! Tout s'explique.

On pourrait terminer avec la normalisation du FN renommé RN, ne jouons pas sur les mots, c'est un parti fasciste qui avance masqué, normalisé par ceux qui ont toujours instrumentalisé l'extrême droite, et qui finalement partagent ou s'accommodent très bien de son idéologie nauséabonde, il partage celle des sionistes, aussi racialisée et totalitaire. En période de crise, il leur rendra une multitude de services, et en cas de besoin, ils le porteront au pouvoir pour faire la sale besogne à leurs places, avant de le sacrifier et de le faire rentrer dans l'ombre jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite.

Voilà ce qui arrive quand on ne parvient pas à retenir ou à tirer les enseignements politiques essentiels des expériences qu'on a vécues ou pour les avoir ignorées involontairement ou délibérément. Il va de soi que tous les acteurs politiques de premier plan savent pertinemment à quoi s'en tenir, tirez-en les conclusions que vous voudrez. Il n'en demeure pas moins vrai que, lorsqu'une personne a adopté un récit, il est extrêmement difficile de l'amener à en changer. C'est un combat de chaque instant...

Vous m'excuserez pour n'avoir pas fourni plus de références, je n'ai pas de mémoire et les recherches me prendraient trop de temps, et mon commentaire serait encore plus long !

Comment pour des raisons idéologiques, ces sadiques ont déduit la vie de centaines de milliers de jeunes dans le monde.

Transidentité : un documentaire se penche sur la délicate question de la détransition, "une solitude" - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Le documentaire se plonge dans le parcours d'Emma, une jeune femme qui a décidé de renouer avec son genre féminin après avoir entamé une transition vers le masculin.

Aujourd'hui âgée de 20 ans, Emma fut, durant son adolescence, habitée par un profond mal-être. Elle ne se reconnaissait pas dans les normes féminines. A 14 ans, elle décide de transitionner, autrement dit s'engager dans un processus de transition de genre. Soutenue par ses parents et des médecins, elle commence à prendre de la testostérone à 15 ans. L'année suivante, une mastectomie (une ablation de la poitrine) est pratiquée et elle choisit comme prénom Nathan. Durant deux ans, l'ado se sent à sa juste place, mais à sa majorité, tout bascule.

Le processus de détransition est plus douloureux pour Emma et sa famille que sa transition. "C'est plus dur d'assumer, confie la jeune femme, parce que cela revient à dire que l'on regrette, que l'on

a fait une erreur (...) La détransition, c'est plus une solitude, dans le sens où on n'entend pas beaucoup parler de détransition."

Les deux jeunes femmes partagent une expérience commune : le reste du monde les perçoit toujours comme des personnes trans. "*Je m'attendais à être perçue au féminin de nouveau un jour, je me rends compte en fait que non*", déplore Elie dans le film.

https://www.francetvinfo.fr/societe/lgbt/video-transidentite-un-documentaire-se-penche-sur-la-delicate-question-de-la-detransition-une-solitude_6850889.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241029&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Comment ont-ils fini par vous contaminer, vous empoisonner pour que vous développiez un cancer, à moins qu'il s'agisse d'une campagne d'intoxication basée sur l'instrumentalisation d'éléments naturels décrétés toxiques, et destinée à vous nuire dans les deux cas.

Google -

Le mercure émane naturellement des rochers, du sol et des volcans, les activités humaines ont augmenté son niveau dans l'atmosphère.

Le méthylmercure s'accumule dans les poissons et les crustacés. Les niveaux de méthylmercure dans les poissons et les crustacés dépendent de ce qu'ils mangent.

Où trouve-t-on le méthylmercure ?

Le méthylmercure est formé à partir du mercure inorganique par l'action de microbes vivant dans les systèmes aquatiques, notamment les lacs, les rivières, les zones humides, les sédiments, les sols et l'océan. Cette production de méthylmercure a été principalement attribuée aux bactéries anaérobies présentes dans les sédiments.

Combien de temps le méthylmercure reste-t-il dans le corps ?

Sa demi-vie estimée dans le corps humain varie de 44 à 80 jours. L'excrétion du méthylmercure se fait par les selles, l'urine et le lait maternel.

"Du poison dans le poisson" : deux ONG alertent sur la contamination du thon au mercure en Europe - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Les organisations non gouvernementales (ONG) Bloom et Foodwatch alertent sur les dangers pour la santé de la contamination généralisée au mercure relevée dans des boîtes de thon en Europe, annoncent les ONG dans un communiqué, mardi 29 octobre.

L'intégralité des 148 boîtes de thon testées a révélé la présence de mercure avec des taux jusqu'à quatre fois supérieurs aux normes européennes pour certaines.

Le mercure est "*l'une des dix substances les plus préoccupantes au monde, comme l'amiante ou l'arsenic*" parce que son dérivé, le méthylmercure, est classé comme "*cancérogène possible par le*

Centre international de recherche contre le cancer (CIRC)", expliquent les deux organisations qui demandent donc à la grande distribution et aux pouvoirs publics de prendre des mesures d'urgence.

Des tests réalisés en laboratoire par Bloom ont révélé que l'intégralité des 148 boîtes de thon testées étaient contaminées par du mercure. Dans certaines d'entre elles, le taux de mercure était même quatre fois supérieur à la norme européenne. Les boîtes ont été achetées en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne et en Italie. Dans plus de la moitié d'entre elles, la teneur en mercure était supérieure à celle autorisée pour les autres poissons. Pour certains poissons, comme le lieu jaune ou le cabillaud, la teneur en mercure ne doit pas dépasser 0,3mg/kg. Or, pour le thon, la teneur en mercure est plus étendue : elle ne doit pas dépasser 1mg/kg de thon. Cette différence est très critiquée par les ONG. *"Ce métal est un puissant neurotoxique : de faibles doses consommées régulièrement suffisent pour entraîner de graves troubles du développement neuronal chez les enfants et attaquer le fonctionnement cérébral des adultes."*

Si les boîtes mises en cause proviennent de différents pays d'Europe, la concentration de mercure la plus importante a été détectée dans une boîte de thon provenant d'une entreprise française Petit Navire, achetée en France (jusqu'à 3,9 mg de mercure/ kg de thon). Viennent ensuite des produits Carrefour, achetés en Espagne (jusqu'à 2,5 mg de mercure/kg de thon), puis des produits de la marque As do Mar, achetés en Italie (jusqu'à 1,5 mg de mercure/kg). francetvinfo.fr 29 octobre 2024

J-C – On peut donc déduire, que la consommation de ces boîtes de thon ne présente aucun danger pour la population, à condition qu'elle n'en fasse pas une consommation excessive ou répétée en un laps de temps très court.

Voyons maintenant ce que valent les références de FranceInfo, d'où les sortent-ils ?

Financement de Bloom.

- Une multitude d'entreprises, fondations et mécènes dans le monde dont :

2022 - McKinsey & Company

Nos partenaires stratégiques

- WWF Europe

- Corporate Europe Observatory

Corporate Europe Observatory

<https://corporateeurope.org>

Qui nous finance ? (980 178 dollars en 2023)

Les Open Society Foundations ont été créées en 1979 par George Soros. *«L'initiative Open Society pour l'Europe vise à contribuer à des démocraties plus dynamiques et plus légitimes au sein de*

l'Union européenne en soutenant les militants et les organisations de la société civile confrontés aux nombreux défis de l'Europe.»

Foodwatch

<https://www.foodwatch.org/fr>

Foodwatch a été fondée en 2002 par Thilo Bode. Il a pris le poste de directeur de Greenpeace Allemagne en 1989 et a ensuite été nommé directeur de Greenpeace International, dirigeant l'organisation pour un total de 12 ans.

La création et le développement de foodwatch France ont d'abord été possibles grâce au soutien de foodwatch Allemagne.

M. Rohwedder, Directeur exécutif de Foodwatch International

Il était un militant de premier plan pour **WeMove Europe**, ainsi que le directeur exécutif de la Bewegungsstiftung. Avant de rejoindre foodwatch, il a travaillé en tant que directeur politique de LobbyControl.

WeMove Europe

<https://www.wemove.eu/fr>

WeMove Europe est un mouvement qui mène des campagnes visant à renforcer le pouvoir citoyen et à transformer l'Europe pour les citoyens, les générations futures et la planète.

Deux grandes convictions animent l'action de WeMove Europe: nous, les citoyens, avons le pouvoir de faire changer les choses, et la politique européenne doit changer afin de donner la priorité à l'humain et à la planète. Nous voulons une meilleure Europe. Une Europe qui prend l'action climatique au sérieux, qui donne la priorité au bien-être...

Nous sommes actuellement financés par nos membres qui nous soutiennent partout en Europe (76 %), par des fondations progressistes (15 %) et par nos partenaires (9 %).

Dites-nous qui vous finance et on saura pour qui vous travaillez.

- Les fondations progressistes suivantes nous ont financés à différents moments depuis notre lancement en 2015 : la Fondation européenne pour le climat, la Fondation Charles-Leopold-Mayer ou encore la Open Society Foundation for Europe.

J-C - L'Open Society Foundation de G. Soros, bingo !

Le sommet des BRICS à Kazan.

À Kazan, l'ordre du monde a basculé par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29 octobre 2024

Le sommet des BRICS à Kazan a marqué la fin de la domination du G7 sur le monde. Les règles anglo-saxonnes qui organisaient les relations internationales seront progressivement remplacées par les engagements pris par chacun qui devront désormais être respectés. Cette révolution nous ramène aux tentatives de la Russie et de la France, en 1899, de fonder un droit international, mises à mal par la Conférence de l'Atlantique et le duopole États-Unis/Royaume-Uni.

<https://www.voltairenet.org/article221436.html>

J-C - Dans cet article, monsieur Meyssan fait de la propagande et rassure ses sympathisants : L'ONU, ses institutions et le Conseil de sécurité, FMI, Organisation mondiale du Commerce (OMC), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), et même le GIEC, etc. survivront au développement futur des Brics, même que Poutine et Xi s'en sont portés garants, on les croit sur parole sur ce coup-là.

Dans cet entretien pour le « *Courrier des stratèges* » (Libertarien) du 26 octobre 2024, Thierry Meyssan, qui se dit indépendant, mais qui soutient Trump, à 37:40 il est pris en flagrant délit de parti pris idéologique.

<https://www.voltairenet.org/article221434.html>

Lu.

Le chaos et l'instabilité de toutes sortes sont instrumentalisés au profit du pouvoir de l'argent, car *«les problèmes d'intérêt mondial sont le seul atout restant d'une civilisation qui s'effondre»*. Le capitalisme est devenu dépendant d'une *«série ininterrompue de chocs géopolitiques»* qui servent d'alibi pour continuer à créer des *«actifs»* à partir de rien et à les *«canaliser»* sur le marché boursier.

Un système économique fondé sur l'endettement est un *«jeu de simulation qui nécessite un traumatisme constant»*. Le capital *«cannibalise violemment son propre avenir dans une tentative désespérée de dissimuler son insolvabilité – une astuce qui ne fonctionnera que tant que la monnaie fiduciaire représentée par les obligations ne sera pas réclamée en tant que titres»* (et qui le ferait ?).

La nation la plus puissante du monde, les États-Unis, est *«engagée dans une lutte futile et désastreuse pour empêcher l'effondrement de son hégémonie mondiale en essayant de faire circuler le fardeau de la dette, véritable roche de Sisyphe»*. La superpuissance a désormais besoin de *«l'aide de l'inflation pour dissimuler ses actions insoutenables à la lumière du jour»* et *«pour empêcher la masse croissante d'obligations de révéler leur nature de pacotille»*.

Il y a donc une *«lutte existentielle dans les cercles financiers, qui exige des mesures toujours plus manipulatrices, irrationnelles et destructrices»*.

La corporatocratie capitaliste, reposant sur l'intérêt, qui domine l'Occident cherche à maintenir son hégémonie économique en parrainant des guerres, des confrontations et d'autres urgences mondiales, dont l'objectif essentiel est de justifier l'impression irréfléchie de plus d'argent.

Il est probable que toutes les puissances, grandes et petites, s'inquiètent de la situation en coulisses, car même si nous nous dirigeons vers un «*monde multipolaire*», une nouvelle infrastructure économique basée sur les monnaies numériques est déjà en cours d'élaboration, dans laquelle les «*amis et les ennemis*», au sens défini par Carl Schmitt, malgré leurs désaccords, sont tous impliqués.

La population mondiale a déjà été préparée avec succès à l'action civique par le biais d'une urgence coronaviresque. Les technocraties du futur proche pourront manipuler les masses plus efficacement et même normaliser la violence extrême, suivie en temps réel par des citoyens engourdis sur les écrans des appareils intelligents, comme dans le cas du génocide à Gaza.

Les gens ressemblent de plus en plus à des «*zombies marchant vers leur sinistre destin*», *les yeux rivés sur leur smartphone. En raison de la dépendance technologique, tout peut arriver «là-bas» : de petits enfants peuvent être écrasés sous des bombes démocratiques produites par des fabricants d'armes éthiques et approuvées par des gouvernements libéraux qui ont gagné la confiance des «citoyens décents*».

«*Nous devrions trouver d'urgence des moyens de déprogrammer les esprits humains*», sinon «*même le bruit d'une explosion nucléaire ne les fera pas sortir de leur consentement inoculé*».

Pourtant, lui aussi a observé que «*depuis la grande expérience coronaviresque, le village mondial est de plus en plus habité par d'étranges créatures programmées pour discuter des pronoms à attribuer (aux nouvelles catégories sexuelles) plutôt que de critiquer les processus destructeurs de la machine à tuer qu'est le capital*». Mais comment les gens ordinaires peuvent-ils avoir un impact sur les guerres des banquiers ?

J-C – En s'organisant dans le mouvement ouvrier, en participant activement à la lutte de classes.

Stratégie du chaos et de la terreur.

J-C – Il faut avoir à l'esprit, que pour soutenir des régimes nazis en Ukraine et en Israël, il faut mentir à tour de bras pour le justifier, cela signifie que rien ne les arrête.

L'essentiel pour eux, ce n'est pas forcément un flagrant délit ou des scènes de sexe ou de violence, tout ce qui permet d'évoquer le sexe, la drogue, la violence est bon à prendre. Par exemple dans le cinéma, pas besoin d'érotisme à chaque plan, deux ou trois très courts dans un film suffiront, tout le monde saura qu'il y a du cul dans ce film, c'est vendeur. Plus les actrices ont du charme, plus elles sont réputées pour être des femmes faciles ou de grosses salopes, il suffit qu'elles soient à l'affiche pour que les spectateurs sachent qu'ils en auront pour leur argent, même si tout est suggéré, ils fantasmeront, ensuite il sera possible de les culpabiliser...

L'essentiel c'est de créer une atmosphère, une ambiance d'un type particulier, dont on pourra tirer profit politiquement, le cinéma est à ce titre un formidable instrument de propagande.

Depardieu a commis le crime d'être né dans un milieu ouvrier pauvre, d'être devenu célèbre et riche, et surtout d'avoir un comportement incompatible avec le paradigme désormais en vogue du social-libéralisme libertaire. Il était devenu trop puissant et il se croyait intouchable, ils ont donc décidé de le sacrifier, de l'abattre tout simplement.

Je ne juge pas ses actes, je n'en ai rien à foutre.

Ces histoires ne nous concernent pas, alors pourquoi les portent-ils à notre connaissance ? Pour que chacun s'en saisisse, et qu'ensuite éclate un conflit entre les personnes qui prendront parti pour l'un ou l'autre protagoniste, créant des divisions à n'en plus finir entre les membres de la société, de sorte qu'ils cessent d'avoir des relations ensemble et soient totalement atomisés, et cela fonctionne à merveille, hélas, nous en sommes tous victimes !

C'est d'autant plus navrant et préoccupant, que de plus en plus de gens adoptent ce comportement, juge tout le monde à tort et à travers, ce qui contribue à envenimer leurs relations, les restreindre ou les rompre, car ne sachant pas à quelle nouvelle accusation ils vont devoir répondre à ce compte-là.

«Des accusations totalement mensongères» : l'avocat de Depardieu offensif avant son procès - RT 28 oct. 2024

« Parmi 50 personnes, personne [ne] confirme la version de la plaignante ». Interrogé sur les ondes de France Info le 28 octobre 2024, l'avocat de Gérard Depardieu, Jérémie Assous a battu en brèche les accusations concernant des faits supposés d'agressions sexuelles lors du tournage en 2021 du film « *Les volets Verts* », un long métrage sorti en 2022. Il réclame également le report de l'audience pour que le comédien, malade, « puisse être présent ».

L'affaire jugée ici concerne les accusations de deux femmes qui disent avoir été victimes d'agression sexuelle, de harcèlement sexuel et d'outrages sexistes lors du tournage du film.

Sur la radio publique, l'avocat de Gérard Depardieu a donné une version très différente de celle présentée d'ordinaire. Selon lui, les journalistes sont « victimes » et relayent des plaintes dans une enquête préliminaire dont les contenus « sont secrets ».

Jérémie Assous explique ainsi que les faits supposés se sont déroulés dans l'entrée d'un appartement parisien, un lieu filmé. Sur une quarantaine de personnes présentes lors des faits, aucune n'est prête à témoigner. « Il n'y a aucun témoin sur l'équipe de tournage entière qui a vu ces deux personnes [...] qui a vu l'agression », avance-t-il. Il pointe du doigt ce qu'il considère comme des incohérences dans la version des plaignantes qui affirment que le personnel de sécurité de l'acteur avait évacué ce dernier du plateau de tournage, ce qui, toujours selon lui, est impossible car ce personnel n'a pas accès au plateau. « Ce sont des accusations totalement mensongères », a-t-il lancé.

Enfin l'avocat affirme disposer de « six témoins qui disent qu'ils n'ont absolument rien vu et qui étaient présents ».

Quant à la procédure, maître Assous déplore « une enquête préliminaire qui a été menée au pas de charge, qui a duré deux mois et à partir du moment où Gérard Depardieu a été mis en examen, l'enquête a été terminée », regrettant également que la défense n'ait pas pu avoir accès au dossier. Enfin l'avocat assure que « 19 témoins à décharge ont été volontairement écartés par la police et par le procureur de la république ».

Ambiance délétère, la terreur idéologique anglo-saxonne règne en maître sur les plateaux de télévisions en France.

Michel Fugain à propos de Michel Sardou dans l'émission Quelle Époque ce samedi 26 octobre.

- “Je le rencontre dans un cours d'art dramatique où je suis allé pour me faire des potes”, a-t-il confié avant de toutefois ajouter : “Un cours d'art dramatique, normalement, c'est une “mine de gonzesses”. Michel Fugain s'adresse ensuite à Christophe Dechavanne pour demander son approbation mais le principal concerné, très gêné par cette question, répond simplement “non”. De son côté, Léa Salamé opté pour le silence, consciente que sa prise de parole pourrait donner un tournant tragique à cette interview.

J-C - Michel Fugain aurait tenu des propos diffamatoires ou commis un délit en prononçant “gonzesse”. Elle en est là la brigade des mœurs qui sévit en France et qui cautionnent le génocide des Palestiniens entre autres. Quant aux journalistes et commentateurs télé, plus ils sont médiocres, plus ils seront soumis ou obéissants, et le cas échéant des ordures.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils ne peuvent plus le nier ou le camoufler plus longtemps.

J-C - Quand la machine à fabriquer le consentement s'enraie ou elle est impuissante face à la réalité ou les conditions objectives... “L'exécutif est en grande difficulté dans l'opinion publique cet automne”, dicit Public Sénat, voilà qui a de quoi les inquiéter. Vous me direz que, cela ne les empêchera pas de passer en force, certes, mais ils peuvent craindre aussi une explosion sociale spontanée des masses qui pourrait s'avérer incontrôlable dans de telles circonstances, allez savoir...

Sondage : 8 Français sur 10 considèrent que le budget est injuste socialement - Public Sénat 29 octobre 2024

Les Français se montrent également très critiques sur la répartition des efforts dans le projet de loi de finances. 79 % sont convaincus que le budget ne sera pas « *juste socialement* ». Le sentiment général est très éloigné de la communication du gouvernement qui avait insisté sur les mesures exceptionnelles visant les hauts revenus et les grandes entreprises.

Dans ce contexte, les Français sont en très grande majorité inquiets sur leur niveau de vie. 15 % seulement estiment que le budget 2025 protégera leur pouvoir d'achat, contre 84 % qui s'attendent à l'effet inverse.

Quant à la méthode, les Français sont également majoritairement opposés à un éventuel emploi de l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le budget. 67 % des personnes interrogées répondent que le recours au 49.3 ne serait « *pas justifié* ». Public Sénat 29 octobre 2024

Sondage : l'impopularité de Michel Barnier s'accroît, celle d'Emmanuel Macron atteint des sommets - Public Sénat 29 octobre 2024

Les masques tombent. RN = Antisocial. Qui l'ignorait ?

Hausse du délai de carence dans la fonction publique : le RN y est favorable - RT 28 oct. 2024

Le Rassemblement national (RN) s'est montré favorable à la mesure alors que le programme de Marine Le Pen en 2022 défendait l'idée d'un alignement du régime de la fonction publique sur le secteur privé en établissant à deux jours le délai de carence pour tous.

Jordan Bardella, actuel président du parti, s'est ainsi montré favorable à la mesure proposée par le ministre. RT 28 oct. 2024

Commentaire d'un internaute

- Vous savez que de nombreuses conventions collectives et non des moindres prennent en charge les jours de carence dans le privé ?

J-C - Exact, de plus, quand ce n'est pas le cas, beaucoup d'entreprises les prennent en charge après concertation au niveau des comités d'entreprises, lorsque des directions demeurent intraitables sur l'augmentation collective des salaires, il est possible de négocier cette contrepartie qui profitera aux salariés qui ne tombent pas malade pour le plaisir...

Après les faux malades ou les arrêts de travail abusifs, les faux chômeurs ou fainéants, les salauds de pauvres, les immigrés profiteurs, les assurés sociaux fraudeurs, les Arabes terroristes en puissance, les jeunes délinquants qui s'ignorent, les vieux qui ne veulent pas crever, les malades qui coûtent trop chers, les handicapés qui font de la surenchère, les retraités qui pètent dans la soie, les lycéens indisciplinés, les nourrissons bourrés de virus à la naissance, les ouvriers qui revendiquent, les médecins qui veulent soigner leurs patients, les prisonniers qui se révoltent, les femmes qui veulent rester des femmes, les vaches qui ne demandent qu'à brouter en paix, et puis quoi encore ! Garde-à-vous. En rang serré, en avant marche, une, deux, une, deux...

Santé.

Cibler la connexion mitochondrie-cellule souche dans le traitement du cancer : un protocole orthomoléculaire hybride par la rédaction de l'AIMSIB 20/10/2024

<https://www.aimsib.org/2024/10/20/cibler-la-connexion-mitochondrie-cellule-souche-dans-le-traitement-du-cancer-un-protocole-orthomoleculaire-hybride/>

La théorie d'Antoine Béchamp (1816 - 1908)

<https://www.bonnes-habitudes.fr/comprendre/la-theorie-d-antoine-bechamp/>

Turbo-cancers, maladies auto-immunes et pathologies neurologiques survenant après la vaccination ARNm anti-covid - Réseau International 28 octobre 2024

Résumé : Le fait que les vaccins ARNm anti-covid provoquent des «*turbo-cancers*» a été présenté par les médias mainstream comme une «*fake news*» (par exemple ici France Culture en octobre 2023). C'est pourtant une réalité empirique. La docteure Ute Krüger est spécialiste en pathologie avec 25 ans d'expérience professionnelle. Elle a travaillé comme médecin-chef dans le service de pathologie clinique de plusieurs hôpitaux suédois. Depuis que ces injections ont été rendue obligatoires et administrées en masse, elle a observé une augmentation des cancers très agressifs («*turbo-cancers*»), des maladies auto-immunes et des maladies neurologiques. Elle présente ici le résultat de ses observations cliniques et de son enquête.

<https://reseauinternational.net/turbo-cancers-maladies-auto-immunes-et-pathologies-neurologiques-survenant-apres-la-vaccination-arm-anti-covid/>

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

L'Arabie saoudite accueille la première réunion d'une « alliance internationale » pour un État palestinien - Le HuffPost 30 octobre 2024

L'espoir d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens existe-t-il encore après plus d'un an d'affrontements dans la bande de Gaza ? Oui pour les 90 « *États et organisations internationales* » réunis depuis ce mercredi 30 octobre en Arabie saoudite pour constituer une nouvelle « *alliance internationale* ». Objectif, encourager la création d'un État palestinien.

L'« *Alliance internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États* », israélien et palestinien vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, avait été annoncée en septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Elle réunit des pays arabes, musulmans et européens. L'Union européenne est par exemple représentée par Sven Koopmans, son envoyé spécial au Moyen-Orient, ont affirmé des diplomates à l'AFP.

« *Un génocide est en train de se produire avec l'objectif d'expulser le peuple palestinien de sa terre, ce que l'Arabie saoudite rejette* », a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhane avant l'ouverture des discussions. Il a dénoncé la situation humanitaire « *catastrophique* » dans la bande de Gaza.

La guerre de Gaza a ravivé les discussions sur une solution à deux États, bien que des analystes jugent cet objectif plus éloigné que jamais, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, étant fermement opposé à l'établissement d'un État palestinien.

Mi-septembre, le prince héritier et dirigeant de facto du royaume du Golfe, Mohammed ben Salmane, a affirmé que son pays ne reconnaîtrait pas Israël avant la « *création d'un État palestinien* ». L'Irlande, la Norvège et l'Espagne ont annoncé en mai reconnaître l'État de Palestine, suivis par la Slovaquie en juin. Le HuffPost 30 octobre 2024

Si « *c'est une victoire de l'état de droit* » pour les marchands d'armes, elle est forcément légitime.

J-C – Commettre un génocide n'est-il pas légitime de nos jours ?

On nous dit que : L'annonce initiale des organisateurs avait irrité Israël qui avait accusé le président Emmanuel Macron de faire « *honte* » à la France (AFP). Macron n'étant plus à une honte près ou plutôt, ne sachant pas ce que cela signifie, il s'est arrangé pour la faire porter à une autre institution.

Euronaval : La justice contredit les organisateurs du salon de défense et autorise la présence d'entreprises israéliennes - 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

Six mois après Eurosatory, les organisateurs du salon Euronaval ont été déjugés et doivent renoncer à interdire certaines entreprises israéliennes de venir exposer leurs armes et équipements militaires, une décision immédiatement saluée par Israël.

Le tribunal de commerce de Paris a invalidé mercredi la décision des organisateurs d'Euronaval d'interdire à certaines entreprises israéliennes de prendre part à ce salon de défense, selon une décision qu'a pu consulter l'AFP, confirmant des informations de presse.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a dans la foulée salué la décision de la justice française. « *Il s'agit d'une victoire importante pour la justice et d'un message clair contre les tentatives visant à affaiblir Israël dans sa lutte contre les forces du mal* », a affirmé sur X le ministre.

« *C'est une victoire de l'état de droit dont nous devons nous satisfaire* », a réagi auprès de l'AFP Me Patrick Klugman, l'un des avocats représentant les chantiers navals et les industriels israéliens, ainsi que la chambre de commerce France-Israël, qui contestaient cette décision des organisateurs.

Contactés par l'AFP, les organisateurs d'Euronaval, salon consacré au secteur naval de défense, n'ont pas souhaité réagir mercredi soir. Ils avaient indiqué que celui-ci n'accueillerait ni stands ni matériels israéliens lors de sa prochaine édition, à la demande du gouvernement français.

L'exécutif français avait ensuite indiqué que les entreprises israéliennes étaient bienvenues à ce salon, à condition qu'elles ne présentent pas d'équipements utilisés dans des actions offensives à Gaza et au Liban.

« *Il n'a jamais été question d'interdire la participation des entreprises israéliennes à des salons commerciaux en France. Les entreprises israéliennes qui le souhaitent pourront évidemment accéder à Euronaval* », avait indiqué l'exécutif dans une déclaration écrite transmise à l'AFP.

« *La décision prise par le gouvernement stipule extrêmement clairement que les entreprises israéliennes sont autorisées à participer au salon, mais ne peuvent disposer d'un stand. Aucun industriel, ni journaliste, ni citoyen, ni visiteur israélien n'est interdit sur le salon* », avait par ailleurs indiqué le directeur général d'Euronaval Hugues d'Argentré.

Quelques jours plus tard, il avait indiqué qu'au moins d'eux entreprises israéliennes auraient des stands sur le salon, n'étant pas concernées par les mesures de restriction qui touchaient cinq entreprises. 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

J-C - Le président du tribunal de commerce de Paris : Patrick Sayer, il a été banquier d'affaires pendant plus de 20 ans chez Lazard & Co à New York.

Israël interdit les activités de l'UNRWA sur son territoire - Courrier international 29 octobre 2024

Le Parlement israélien a voté lundi à une écrasante majorité (90 voix contre 10) en faveur d'un projet de loi interdisant les activités en Israël de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Un second texte, également largement adopté (89 contre 7), interdit aux responsables israéliens de travailler avec l'UNRWA et ses employés.

Interrogé lundi par Al-Jazeera, le porte-parole de l'UNRWA Adnan Abu Hasna a dénoncé une escalade *“sans précédent”*. Pour le fonctionnaire de l'agence onusienne, la décision israélienne signifie *“l'effondrement du processus humanitaire dans son ensemble”*, note la chaîne qatarie.

“Sans coordination avec Israël, il sera presque impossible pour l'UNRWA de travailler à Gaza ou en Cisjordanie, puisque Jérusalem ne délivrera plus de permis d'entrée dans ces territoires et ne permettra plus de coordination avec Tsahal”, précise le Times of Israel. *“Israël contrôle également actuellement l'accès à Gaza depuis l'Égypte, les forces israéliennes étant déployées le long de la frontière qui les sépare”*, rappelle le site d'information israélien.

Ha'Aretz estime que la nouvelle loi pourrait notamment *“compliquer”* les échanges entre les banques israéliennes et l'UNRWA. De hauts responsables de l'agence ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que *“la loi pourrait conduire à l'effondrement du système administratif de l'UNRWA en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en raison des difficultés de paiement des salaires et des fournisseurs, traités par l'intermédiaire de la Banque Leumi”*, une des principales banques israéliennes.

Le vote de la Knesset a provoqué lundi un tollé international. Le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a dénoncé une décision *“intolérable”* qui aura des *“conséquences dévastatrices”*. *“Elle contrevient aux obligations et aux responsabilités d'Israël”*, a-t-il ajouté, en soulignant que *“l'UNRWA est une bouée de sauvetage irremplaçable pour le peuple palestinien”*.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est, lui, dit *« gravement préoccupé »*, tandis que l'Allemagne a *« critiqué vivement »* cette décision. L'Irlande, la Norvège, la Slovaquie et l'Espagne, quatre pays ayant reconnu l'Etat de Palestine, ont *« condamné »* dans un communiqué commun ce texte en jugeant *« essentiel et irremplaçable »* le travail de l'UNRWA.

Côté palestinien, le Hamas a dénoncé une *« agression sioniste »*, tandis que son allié le Jihad islamique a condamné *« une escalade dans le génocide »* de la population. La présidence palestinienne a, elle, jugé que le texte confirmait *« la transformation d'Israël en un Etat fasciste »*.

Avant le vote, les États-Unis s'étaient quant à eux déclarés *“très préoccupés”* et *“avaient exhorté le gouvernement à ne pas approuver”* ce texte, selon le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, qui a insisté lundi sur le rôle humanitaire *“crucial”* de l'UNRWA à Gaza.

Même en Israël, le projet de loi avait suscité l'inquiétude dimanche de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères, rapporte le quotidien israélien Yediot Aharonot. Ces derniers ont averti que si le texte était adopté en deuxième et troisième lectures à la Knesset, Israël "*serait suspendu des Nations unies pour violation de la charte de l'organisation*".

Alors qu'il a décidé d'empêcher l'UNRWA d'opérer sur son territoire, Israël "*n'a pas fourni d'alternative aux 1,2 milliard de dollars de services fournis*" par l'agence onusienne aux réfugiés palestiniens, remarque le Jerusalem Post. Or, "*il est possible qu'en vertu du droit international, Israël ait désormais la responsabilité financière de financer ces services*".

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a réagi lundi dans la soirée aux critiques, en affirmant que l'Etat hébreu était « prêt » à « travailler avec (ses) partenaires internationaux » pour continuer à « faciliter l'aide humanitaire à Gaza d'une façon qui ne menace pas (sa) sécurité ». Courrier international 29 octobre 2024

Les États-Unis ont financé 70% de l'effort de guerre israélien depuis plus d'un an - RT 30 oct. 2024

Le Watson Institute for International & Public Affairs a publié un rapport montrant que le gouvernement américain a dépensé au moins 22,76 milliards de dollars en aide militaire à Israël entre le 7 octobre 2023 et le 30 septembre de cette année.

La plus grande partie a été livrée, mais environ 5,2 milliards de dollars n'arriveront que l'année prochaine. Selon les estimations officielles de la Banque d'Israël, le coût total de la guerre s'élèverait à environ 250 milliards de shekels (65 milliards de dollars), dont approximativement 118 milliards de shekels (31 milliards de dollars) pour les coûts militaires, y compris les coûts opérationnels de l'armée, le réapprovisionnement en équipements militaires, en munitions et en soutien logistique. Par conséquent, selon un simple calcul, les États-Unis ont financé environ 70 % de l'effort de guerre.

Le document souligne qu'Israël est le pays qui a reçu le plus d'aide américaine depuis la Seconde Guerre mondiale, soit 251,2 milliards de dollars sur 66 ans. En outre, l'aide fournie par l'administration Biden à Israël au cours de l'année écoulée a été la plus élevée de l'histoire des relations entre les deux pays, de 25% supérieure au deuxième montant le plus important - 14 milliards de dollars à la fin des années 1970 (en termes réels, reflétant le pouvoir d'achat ajusté en fonction de l'inflation). RT 30 oct. 2024

L'Espagne annule un contrat d'armes avec Israël - RT 30 oct. 2024

Le gouvernement espagnol a fait savoir qu'il annulait un récent contrat d'achat de munitions auprès d'une société israélienne, étendant ainsi l'engagement de l'Espagne à ne pas vendre d'armes à Israël et à ne pas en acheter non plus auprès de ce pays.

La radio Cadena Ser avait précédemment rapporté que la Guardia Civil avait décidé d'acheter plus de 15 millions de cartouches de 9 mm pour six millions d'euros à Guardian LTD Israel. RT 30 oct. 2024

Grande-Bretagne.

J-C – Mimétisme ou pandémie ? Le capitalisme est en faillite, il doit disparaître.

Royaume-Uni: lourdes hausses d'impôts dans le budget travailliste - AFP 30 octobre 2024

Des hausses d'impôts assumées, de 40 milliards de livres (48 milliards d'euros), contre des investissements dans des services publics à bout de souffle: le gouvernement travailliste de Keir Starmer a présenté mercredi son premier budget depuis son accession au pouvoir au Royaume-Uni en juillet, vertement critiqué par les conservateurs.

Parmi les hausses d'impôts dévoilées, un accroissement des cotisations patronales, appréhendé par les entreprises, qui rapportera plus de la moitié des nouvelles recettes: 25 milliards de livres par an.

Une mesure décriée avant même son officialisation par l'opposition, qui estime qu'elle contrevient à la promesse du Labour d'épargner les "*gens qui travaillent*", car ils finiront par payer la note sur leurs salaires.

Autres sources de recettes et d'économie: la hausse de l'impôt sur les plus-values ou la TVA sur les écoles privées, ainsi que la fin du chèque énergie pour des millions de retraités, un choix très contesté, y compris chez les travaillistes.

L'organisme public de prévision budgétaire, l'OBR, considère que le niveau de taxation britannique passera de 36,4% du PIB en 2024/2025 à 38,3% en 2027/2028, "*un plus haut historique*".

La chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, a de nouveau dénoncé un "*trou noir*" de 22 milliards de livres dont elle aurait hérité dans les finances publiques, et insisté sur l'énorme dette, à 100% du PIB.

Iran.

L'exécutif iranien promet de répondre à l'attaque israélienne - RT 28 oct. 2024

L'Iran ne laissera pas impunie l'attaque israélienne du 26 octobre dernier sur le territoire iranien. Tout l'exécutif iranien, du guide suprême au président en passant par les Gardiens de la révolution, promet de répondre militairement à l'État hébreu.

Afrique.

Carburants : le Ghana envisage de réduire ses importations en provenance d'Europe - RT 29 oct. 2024

«*Au lieu d'importer comme nous le faisons actuellement de Rotterdam, il sera beaucoup plus facile pour nous d'importer du Nigeria et je pense que cela fera baisser nos prix*», a souligné le chef de

l'autorité de régulation ghanéenne. *«Cela pourrait mettre fin aux importations de carburant en provenance d'Europe, dont la facture s'élève à 400 millions de dollars par mois»*, a-t-il précisé.

Selon Mustapha Abdul-Hamid, importer du Nigeria plutôt que d'Europe permettrait de faire baisser les prix d'autres biens et services en supprimant les frais de transport. Sans compter la possibilité de paiement en monnaies locales au lieu du dollar, ajoutent les analystes, qui permettrait de faire baisser encore davantage les coûts des importations.

De manière générale, les analystes s'accordent à penser que les pays africains s'efforceront d'effectuer à l'avenir leurs transactions en monnaies locales. Dans une perspective à plus long terme, il s'agirait pour eux de s'entendre sur une monnaie commune qui remplacerait les transactions en devises.

Espions français en Afrique de l'Ouest : une *«opération secrète démasquée»* - RT 29 oct. 2024

Le média ouest-africain AES Info a révélé le 28 octobre qu'une *«opération secrète»* menée par la France a été démasquée au Sahel. Le média dit avoir identifié des agents français et affirme que Paris entend déstabiliser les trois pays alliés.

«Un réseau complexe, utilisant de fausses ONG»: c'est ainsi que le média sahélien AES Info décrit ce qu'il nomme une *«opération secrète»* menée par la France au Niger et ayant des ramifications au Bénin, au Tchad et dans plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Le média, créé à l'initiative des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), c'est-à-dire le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dévoile les noms de personnes qu'il identifie comme des agents et informe également de la construction de camps militaires français dans la région.

Le média les accuse par ailleurs d'avoir fourni du matériel militaire et de communication à des organisations terroristes notamment Boko Haram.

Leur activité consisterait également à financer des groupes armés pour que ceux-ci s'installent dans des zones critiques et provoquent des crises humanitaires, permettant ainsi à des *«ONG fictives d'intervenir et de fournir une couverture logistique»*.

Le documentaire présenté par l'AES explique en outre que la France construirait deux camps au Nigeria, à Guigani et Garingata, où *«seront approvisionnés»* en armement les *«terroristes de la forêt»* de Sarma puis ceux de la zone des trois frontières. Enfin une autoroute logistique de Kandi à Sokotto aurait été prévue dans le but d'attaquer simultanément des zones dans les trois pays de l'AES.

J-C – Il n'y a pas de nazi en Ukraine, pas de génocide en Palestine occupée, alors pourquoi voudriez-vous qu'il y ait des espions français au Sahel, franchement ?

« Révolution de couleur », assassinats et coup d'Etat : La CIA à l'œuvre.

1- Géorgie.

Les États-Unis et l'UE menacent la Géorgie après les résultats électoraux - RT 29 oct. 2024

Les États-Unis et l'Union européenne ont adressé des menaces à la Géorgie après les récentes élections législatives. Ce scrutin, tenu le 26 octobre, a abouti à la victoire du parti au pouvoir, «*Rêve géorgien – Géorgie démocratique*», qui a obtenu 53,9 % des voix et dispose désormais du droit de former seul le gouvernement. Ce résultat n'a toutefois pas satisfait Washington ni les dirigeants européens, qui s'inquiètent de la trajectoire politique de Tbilissi. Lors d'un point de presse, Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain, a exhorté la Géorgie à modifier son orientation politique, évoquant «*de futures conséquences*» si elle persiste dans ce qu'il qualifie de cap «*antidémocratique*». L'UE a également pris position à travers un communiqué signé par les ministres de 13 États membres, dont la France et l'Allemagne, exigeant que Tbilissi assure le maintien de l'ordre tout en respectant les droits des manifestants.

Ces injonctions occidentales ont provoqué une vive réaction à Moscou. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a dénoncé ces menaces occidentales comme une forme de néocolonialisme, critiquant l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires intérieures de la Géorgie. Dans un message publié sur son compte Telegram, Maria Zakharova a ironisé: «*Démocratie, Monsieur, vous êtes arrivés. Prochaine station : Néocolonialisme*».

Pendant ce temps, certaines sources en Géorgie ont confié à TASS, agence d'information russe, que des tireurs d'élite formés en Ukraine arriveraient dans le pays pour provoquer des incidents violents lors des manifestations. «*De sources officielles bien informées, les Occidentaux ne reculent devant rien pour faire basculer la situation politique intérieure en Géorgie après les élections du 26 octobre et provoquer une nouvelle "révolution de couleur" : des tireurs d'élite formés en Ukraine arrivent dans la République pour organiser des provocations lors de manifestations de masse*», ont révélé ces sources.

Le parquet général de Géorgie ouvre une enquête sur une éventuelle fraude électorale - RT 30 oct. 2024

Après la convocation de la présidente géorgienne pour un interrogatoire, les leaders de l'opposition ont conseillé à Salomé Zourabichvili de ne pas se rendre au parquet. «*L'opposition n'a pas l'intention de se rendre au bureau du procureur géorgien, car elle ne lui fait pas confiance. Je pense que la présidente ne se rendra pas non plus au bureau du procureur, mais elle n'a pas besoin de mon avis*», a déclaré Zourab Japaridze, l'un des leaders de l'opposition.

De l'autre côté, Mamouka Mdinaradze, secrétaire exécutif du parti au pouvoir Rêve géorgien, qui a remporté les législatives, a conseillé à Salomé Zourabichvili de coopérer avec le bureau du procureur et d'expliquer pourquoi elle affirme que les élections législatives ont été truquées.

«*La présidente Zourabichvili doit répondre de ses accusations. Nous sommes prêts à ouvrir n'importe quel bureau de vote dans le cadre de l'enquête du bureau du procureur pour prouver que des élections équitables ont eu lieu, et la présidente et les leaders de l'opposition doivent répondre de leurs accusations*», a déclaré Mamouka Mdinaradze. RT 30 oct. 2024

2- Slovaquie.

Robert Fico affirme avoir échappé à une nouvelle tentative d'assassinat - RT 28 oct. 2024

Le Premier ministre de la Slovaquie a annoncé avoir échappé à une seconde tentative d'assassinat au début du mois. L'incident s'est produit lors des célébrations du 80e anniversaire de la bataille du col de Dukla, à la frontière polono-slovaque.

Selon Robert Fico, un homme armé a été intercepté dans la zone réservée aux visiteurs grâce au dispositif de détection de métaux, alors que celui-ci portait un pistolet chargé. Interrogé par la publication Štandard, le Premier ministre a exprimé ses soupçons sur les motivations de l'agresseur : « *Il me déteste en raison de mon approche envers l'Ukraine* », a-t-il déclaré, suggérant que sa politique envers Kiev pourrait être à l'origine de cette tentative.

3- Bolivie.

Bolivie : Ce sont des policiers qui ont tiré sur Evo Morales - resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Une source politique du plus haut niveau national qui a demandé à garder l'anonymat a affirmé au journal bolivien La Razon que ceux qui ont tiré 14 fois sur le véhicule de l'ancien président Evo Morales sont des policiers qui, ensuite, se sont rapidement réfugiés à la neuvième division de l'armée, cantonnée à Villa Tunari, Cochabamba, et ont été évacués en hélicoptère.

«*Les militaires qui sont dans le régiment, au Chapare, admettent que ceux qui ont cherché à arrêter Evo sont entrés dans la caserne. Ils étaient avec des policiers et sont partis en hélicoptère*», a révélé la source à ce média.

Un groupe de militaires de la caserne a également admis devant les manifestants que les camionnettes qui ont participé à cet incident sont entrées dans la caserne avec des policiers. Selon un militaire, les camionnettes, dans lesquelles se trouvaient des policiers en civil, sont entrés dans la caserne et ont été évacués, suite à un ordre venu d'en haut.

«*Ce sont des policiers, nous, nous n'avons pas ces camionnettes. Dans la caserne, il n'y a pas de ces camionnettes dernier modèle*», dit le militaire à un groupe de partisans de Morales sur une vidéo partagée sur les réseaux sociaux.

On pense que c'était une tentative pour arrêter Evo et que, ayant échoué, les hommes en uniforme ont tiré sur le véhicule. «*Ils auraient pu tuer le chauffeur d'Evo, le semi blindage de la voiture a diminué l'impact*».

La même source a indiqué que, lors de l'enquête, les projectiles, qui se sont incrustés dans le véhicule seront des témoignages irréfutables de la sorte d'armes qui a été utilisée.

À ce sujet, le président Luis Arce a donné des instructions pour qu'une enquête minutieuse soit menée pour éclaircir ses faits : «*face à la dénonciation d'un attentat présumé contre la vie de*

l'ancien président Evo Morales, j'ai donné des instructions pour une enquête immédiate et minutieuse pour éclaircir ce fait». resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Tentative d'assassinat contre Evo Morales : l'ancien président bolivien aurait échappé de peu à la mort - RT 28 oct. 2024

Véritable thriller en Bolivie : l'ancien président du pays, Evo Morales (2006-2019), affirme avoir échappé à une tentative d'assassinat. Selon une vidéo diffusée dimanche 27 octobre sur son compte Facebook, Evo Morales se trouvait à bord d'un véhicule criblé de balles, aux côtés de son chauffeur.

Dans cette vidéo de quatre minutes, on distingue Evo Morales installé sur le siège passager, parlant au téléphone, tandis que des impacts de balle transpercent le pare-brise. Le chauffeur, blessé à la tête, parvient malgré tout à conduire le véhicule. Selon les déclarations de Evo Morales, quatorze coups de feu auraient été tirés sur sa voiture.

Face à cette agression, Evo Morales a exigé la démission de deux ministres de premier plan : Carlos del Castillo, ministre de l'Intérieur, et Edmundo Novillo, ministre de la Défense. Dans un message posté sur X, Evo Morales a appelé le président Luis Arce à prendre des mesures : *«Si le président Arce n'a pas commandité cette tentative d'assassinat, il doit démettre Carlos del Castillo et Edmundo Novillo de leurs fonctions, ainsi que les policiers impliqués, et ouvrir immédiatement une enquête»*.

Le gouvernement bolivien a accusé Evo Morales de chercher à saper l'ordre constitutionnel et à déstabiliser le pays. Selon le journal bolivien El Deber, en effet, les partisans de l'ancien président bloquent plusieurs des principales routes du pays depuis deux semaines.

Etats-Unis.

Les États-Unis ne sont pas une démocratie, ils n'ont jamais été conçus pour être une démocratie.

(Données provenant de différentes sources sur le Net, recoupées avec Wikipédia, notamment)

Contrairement à la croyance populaire, le président américain n'est pas élu au suffrage populaire. Il est plutôt choisi par un collège électoral, un système hérité des pères fondateurs des États-Unis, qui ont participé à la rédaction de la Constitution américaine de 1787.

« Les pères fondateurs n'étaient pas particulièrement partisans de la démocratie au sens où on l'entend aujourd'hui. Ils ne faisaient pas confiance au peuple pour faire un choix éclairé. On crée donc ce système où le corps électoral, à l'époque les hommes blancs propriétaires, vote pour des gens, qui, eux, vont se réunir pour élire un président. C'est une forme de suffrage indirect », explique Christophe Roy-Cloutier, directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.

Presque 250 ans plus tard, le collège électoral est toujours en fonction.

Il est formé de grands électeurs, qui sont désignés par l'assemblée législative de chaque État. Ils sont 538 au total, choisis parmi les membres de la société civile ou des deux principaux partis politiques. Selon la loi, il suffit d'avoir 18 ans pour être nommé grand électeur. Sont exclus d'office les membres du Congrès et les fonctionnaires du gouvernement fédéral.

Il s'agit essentiellement d'un poste honorifique : les grands électeurs n'interviennent dans aucune autre élection ni aucune autre activité politique.

La Constitution américaine définit le fédéralisme comme une relation de parité entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États.

Une grande partie des droits revendiqués par les États est basée sur le dixième amendement : "*Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni interdits par celle-ci aux États, sont réservés respectivement aux États ou au peuple*".

Dans ses fondements, elle est fédérale et non nationale ; dans les sources d'où sont tirés les pouvoirs ordinaires du gouvernement, elle est en partie fédérale et en partie nationale. En d'autres termes, les États américains se voient attribuer la souveraineté sur tout ce qu'ils ne cèdent pas aux États-Unis par leur propre consentement

Le droit de vote n'est pas inscrit dans la Constitution américaine ; au contraire, des amendements ont fini par interdire la privation d'un droit qui n'était pas explicitement accordé.

La Constitution donne aux États le pouvoir d'organiser les élections comme ils le souhaitent (sous réserve, bien sûr, des contestations judiciaires - ce qui explique le caractère très disparate des règles et des lois électorales d'un État à l'autre).

Chaque État a droit à un nombre précis de grands électeurs, qui correspond au nombre de sénateurs et de représentants qu'il envoie au Congrès, déterminé en fonction de son poids démographique. Par exemple, le Texas compte 40 grands électeurs, puisqu'il compte 38 représentants et 2 sénateurs. Un État moins peuplé comme le Wyoming n'en compte que 3 (2 sénateurs, 1 représentant).

Pour devenir président, il ne suffit pas d'obtenir le plus grand nombre de voix. Il faut avant tout remporter la majorité des grands électeurs, soit 270. Ainsi, en 2020, Joe Biden a gagné après avoir eu la faveur de 306 grands électeurs, contre 232 pour Donald Trump.

Les électeurs américains ne votent donc pas directement pour un président. Techniquement, ils votent plutôt pour une liste de grands électeurs engagés à voter pour un candidat.

Ceux-ci ont pour mot d'ordre de respecter le suffrage populaire dans leur État, selon la formule du « *winner takes all* ». Le candidat qui remporte la majorité des voix dans un État se voit attribuer le vote de l'ensemble des grands électeurs de cet État. Ainsi, même si, en novembre prochain, Donald Trump remportait le scrutin en Floride par une seule voix, il empocherait tout de même le vote de l'ensemble des 30 grands électeurs du Sunshine State. Font exception à cette formule le Nebraska et le Maine, qui répartissent proportionnellement leurs grands électeurs en fonction des résultats du scrutin.

Dans les jours suivant le scrutin présidentiel, les grands électeurs se rassemblent dans la capitale de leur État respectif pour voter pour un président et un vice-président.

Ce système est souvent décrié pour les distorsions qu'il provoque. À quatre reprises dans l'histoire américaine, l'élection présidentielle a été remportée par le candidat ayant terminé au deuxième rang au suffrage universel.

Le fédéralisme maintient un système intrinsèquement antidémocratique en laissant à peu près tous les aspects des élections à la discrétion des États et des localités. Il n'y a pas de droits uniformes en ce qui concerne le nombre de bureaux de vote, l'accessibilité des candidats au scrutin, etc. Les élections américaines sont fondamentalement injustes, et ceux qui sont au pouvoir peuvent facilement les manipuler pour perpétuer leur emprise sur le pouvoir. Les frontières qu'établissent les districts dans lesquels les représentants sont élus sont facilement manipulées pour s'assurer qu'un parti reste au pouvoir.

Par exemple, dans de nombreux États, les membres du Congrès sont majoritairement républicains, même si l'ensemble des votes populaires à l'échelle de l'État pour les membres de la Chambre des représentants va toujours aux candidats démocrates, souvent avec une large marge. Et sans aucune représentation proportionnelle, les sièges au Congrès reviennent toujours au vainqueur du vote populaire de l'un des deux partis au pouvoir, même si aucun des deux n'a obtenu la majorité réelle en raison de la présence de candidats d'un troisième parti dans le scrutin. Le Collège électoral pousse cette perversion de la règle de la majorité à l'extrême.

À tout cela il faut ajouter la suppression des électeurs - presque une industrie aux États-Unis. Des efforts légaux, illégaux et extralégaux sont déployés dans tout le pays pour empêcher les gens de voter.

Lors de la rédaction de la Constitution, aucun pays au monde n'élisait directement le pouvoir exécutif. Ayant à peine renversé un roi, les auteurs de la Constitution répugnaient à donner ce pouvoir au Congrès, mais ils n'avaient pas l'intention de le laisser à un vote populaire. Ils ont donc imaginé un système d'intermédiaires - des électeurs "*indépendants*" - que les États chargeraient de choisir un président dans le cadre d'un collège électoral.

Mais plus que cela, le Collège électoral est le descendant direct de l'esclavage et de l'intention des pères fondateurs d'accueillir les propriétaires d'esclaves pour qu'ils adhèrent au nouveau pays.

Le fonctionnement du Collège électoral devait être basé sur la population, ce qui a soulevé la question du nombre d'électeurs à attribuer à chaque État. Comme pour la répartition des sièges à la Chambre, cela signifiait qu'il fallait se demander comment compter la population esclave. En 1787, 40 % des habitants des États du Sud étaient des esclaves Noirs. Madison lui-même était originaire de Virginie, qui comptait 60 % de Noirs. Il savait donc que les propriétaires de plantations et les agriculteurs Blancs n'accepteraient pas des lois qui ne prenaient en compte uniquement la population Blanche, car cela diminuerait leur influence au sein du gouvernement fédéral.

Ils ont trouvé un compromis pour que les États du Sud ratifient la Constitution : ils comptaient les esclaves Noirs comme les trois cinquièmes d'une personne pour comptabiliser les habitants de chaque État. Avec 200 000 esclaves, la Virginie s'est retrouvée avec plus d'un quart du total des votes électoraux alors requis pour remporter la présidence. Aujourd'hui, le nombre d'électeurs - 538 - est égal à la taille de la délégation du Congrès de chaque État, soit pas moins de trois, plus trois électeurs supplémentaires pour le district de Columbia.

La Constitution ne dit rien sur la manière dont les États doivent répartir leurs voix, et les auteurs de la Constitution n'ont pas prévu le développement des partis politiques. Finalement, tous les États sauf deux ont promulgué des lois qui donnent tous leurs votes à celui qui remporte le vote populaire

dans l'État, ce qui contribue à faire pencher la balance du pouvoir dans les élections présidentielles américaines en faveur d'une minorité de l'ensemble des électeurs à l'échelle nationale.

Comme l'ont montré les élections de 2000 et 2016, le Collège électoral permet à un candidat de remporter la Maison-Blanche même si son adversaire reçoit plus de voix. En effet, les votes du Collège électoral sont attribués au total au vainqueur du vote populaire dans 48 États. En 2012, Barack Obama a remporté la Floride par moins de 1 % des voix ; il a quand même obtenu les 29 voix du Collège électoral. Il a perdu la Caroline du Nord de seulement 2 %, mais Mitt Romney a obtenu les 15 votes électoraux. En 2016, Hillary Clinton a remporté une majorité significative des 139 millions de voix populaires (3 millions de voix en plus que Trump), mais a perdu le vote du Collège électoral au profit de Trump (304 grands électeurs, contre 227 à Clinton); des analyses suggèrent qu'un déplacement de 79 646 voix dans trois États - Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin - aurait fait pencher la balance du Collège électoral. Au lieu de cela, 0,06% du vote national global a décidé de l'élection. La même chose s'est produite en 2000, lors de la victoire de George W. Bush face à Al Gore.

Le collège électoral donne aussi une importance démesurée aux « *swing states* », ces États qui, à la faveur d'une élection, peuvent passer d'un camp à l'autre. Les États les plus peuplés, comme New York et la Californie, sont ignorés par les candidats présidentiels puisque leurs votes sont déjà assurés au Parti démocrate avant même le début de la campagne.

« On a beaucoup plus de chances de voir un candidat présidentiel à Manchester, au New Hampshire, ou à Carson City, au Nevada, qu'à Los Angeles, à New York ou même au Texas. Le collège électoral marginalise beaucoup d'électeurs, d'autant plus que le nombre d'États pivots semble diminuer d'un cycle électoral à l'autre », mentionne M. Roy-Cloutier.

Le système actuel nuit également aux tiers partis et favorise le bipartisme, selon le politologue.

« Comme c'est un système qui favorise les partis qui sont capables de terminer premiers aux élections, parce que ce sont les seuls qui vont chercher des voix au collège électoral, cela va dissuader les électeurs d'accorder leur vote à un tiers parti, puisqu'il s'agit essentiellement d'un vote gaspillé. »

Les appels à la réforme ou à la simple abolition du collège électoral sont donc nombreux, et ce, depuis longtemps. On estime que, depuis 1800, plus de 700 propositions du genre ont été présentées devant le Congrès. Toutes ont échoué.

Modifier le système demanderait un amendement constitutionnel, qui nécessite l'aval des deux tiers des membres de chaque chambre du Congrès et des trois quarts des membres des assemblées d'État. Dans le contexte d'extrême division qui sévit à Washington, l'adoption d'un tel amendement relève du fantasme. D'autant plus que le collège électoral profite aux deux principaux partis politiques américains.

« Le Parti républicain a vraiment besoin du collège électoral tel qu'il fonctionne en ce moment pour demeurer compétitif, indique Christophe Roy-Cloutier. Depuis 1992, il n'a remporté le suffrage populaire devant les démocrates qu'une seule fois [2004]. Et malgré tout, il a remporté trois élections dans cette période. C'est essentiel à sa survie. »

Les démocrates profitent également de la situation puisque le système des grands électeurs « *réduit la compétition qui pourrait venir d'autres partis, comme le Parti vert ou, cette année, la candidature de Robert F. Kennedy Jr.* ».

Les espoirs de changement résident donc dans une modification qui se ferait au sein des assemblées législatives des États, donc plus facile à réaliser.

À l'heure actuelle, 17 États, ainsi que le District de Columbia, ont adopté des textes de loi qui oblige le vote de leurs grands électeurs à refléter le vote populaire à l'échelle nationale.